



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. : GÉNÉRALE

E/CN.14/708

E/CN.14/TECO/42

14 mars 1979

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DOCUMENT DE CONFÉRENCE

Comité technique d'experts  
 Septième session

Rabat, 12 - 16 mars 1979

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatorzième session /  
 Cinquième réunion de la  
 Conférence des ministres

Rabat, 20 - 28 mars 1979



PROJET DE BUDGET ORDINAIRE POUR L'EXERCICE BIENNAL

1980 - 1981

## PROJET DE BUDGET ORDINAIRE POUR L'EXERCICE BIENNAL

1980 - 1981

1. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique établit un budget ordinaire sur la base de son programme de travail et ordre de priorité. D'une façon générale, ce budget est conçu entre autres, comme un document dans lequel sont évaluées les ressources financières nécessaires à la CEA pour mettre en oeuvre son programme de travail.
2. Le budget ordinaire de la CEA est établi conformément aux directives du Secrétaire général adoptées après consultation avec les organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies. Ces directives fixent les limites et le mode de présentation du budget de sorte que la CEA n'est pas toujours en mesure de demander tous les crédits nécessaires à l'exécution de son programme de travail.
3. Les instructions relatives à l'établissement du budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 ont été reçues au début de l'année; ces instructions qui définissaient une nouvelle conception du budget-programme indiquaient très précisément que le taux d'accroissement net des ressources financières qu'il convenait de proposer pour le budget relatif à l'exercice biennal 1980-1981, devait être aussi proche de zéro que possible.
4. On supposait ainsi que les nouvelles activités à entreprendre devaient l'être principalement en procédant à une redéfinition des priorités et à un redéploiement des ressources existantes. En conséquence l'accroissement des ressources, qui était inévitable pour certains projets prioritaires, devait être compensé par une réduction des ressources effectivement allouées à d'autres domaines.
5. S'agissant de la présentation du projet de budget, les diverses institutions du système des Nations Unies s'occupant d'activités économiques et sociales étaient tenues de présenter leurs prévisions d'une manière uniforme faisant apparaître pour chaque élément de programme le montant des ressources nécessaires. Pour les activités qui ne se prêtaient pas à une subdivision sous forme de sous-programmes, il était demandé aux services chargés de ces activités de justifier en détail leurs besoins (statistiques relatives au volume de travail et programme de voyages envisagé).
6. C'est compte tenu de ces directives que le budget ordinaire de la CEA pour 1980-1981 a été établi (chapitres 9, 22, 26 et 27); le budget doit encore être présenté, pour examen, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ainsi qu'à la cinquième Commission de l'Assemblée générale qui pourraient l'amputer.

7. A l'annexe I figurent les ressources prévues au titre du chapitre 9, dont le montant est de 25 864 500 dollars des Etats-Unis, ventilées par poste de dépenses pour chacun des programmes. A l'annexe II figure le montant total des crédits alloués pour l'exercice 1978-1979 (22 018 600 dollars des Etats-Unis) aux fins de comparaison avec les ressources allouées pour l'exercice 1980-1981.

8. On constatera que les prévisions de dépenses pour 1980-1981 sont les mêmes que celles qui figuraient au budget 1978-1979 pour la plupart des postes de dépenses car le budget devait être établi conformément aux directives du Secrétaire général. Les chiffres relatifs au budget 1980-1981 sont établis sur la base des coûts standards révisés pour 1979. En conséquence les légères augmentations indiquées pour les divers postes de dépenses, tels que fournitures et accessoires, meubles et équipements, voyages et services consultatifs, etc., ne correspondent pas à une augmentation réelle mais à des ajustements des montants des crédits alloués en 1978 pour compenser l'inflation.

9. Toutefois, il y a des domaines où l'on ne pouvait manquer de proposer des augmentations budgétaires pour l'exercice 1980-1981, notamment en ce qui concerne les dépenses relatives aux postes permanents. Cela permettrait une planification du développement et une croissance économique à long terme compatibles avec les buts et objectifs dont sont convenus collectivement les Etats membres, à savoir parvenir à une autosuffisance et une autonomie accrues par des moyens permettant aux Etats membres de s'atteler efficacement aux problèmes posés par le paupérisme et le chômage, la protection de l'environnement, etc. Il est bien évident que les renseignements de base et les indicateurs socio-économiques relatifs à ce type de développement dont il faudra tenir compte seront tout autres que ceux qui attestent aujourd'hui la dépendance vis-à-vis de l'extérieur ainsi que des structures de développement et une croissance économique précaires et néfastes. En conséquence les facteurs qui ont inspiré les propositions en vue de la croissance sont les suivants :

- a) La nécessité de mettre en oeuvre les directives des organes directeurs de la CEA;
- b) La nécessité de s'acquitter des obligations contractées par la CEA;
- c) L'obligation pour la CEA de s'assurer les services d'un personnel hautement motivé.

10. Au cours des dernières années les organes directeurs de la CEA n'ont cessé de demander instamment à l'ONU de créer un réseau d'information pour le développement de l'Afrique chargé d'étudier le passé économique, social, culturel et technologique de l'Afrique en rassemblant les renseignements disponibles, non seulement en Afrique mais également dans le reste du monde, et de les mettre à la disposition de toutes les parties intéressées. Ce projet n'a pu être mené à bien faute d'un personnel susceptible de le promouvoir. La CEA estime qu'il faudrait entreprendre des efforts résolus pour assurer le personnel nécessaire à la continuation de ce projet au cours de l'exercice biennal 1980-1981. A cet effet il a été prévu, dans le cadre du programme de gestion, de créer un poste d'administrateur et un poste de fonctionnaire des services généraux.

11. Déjà en 1975 la Commission avait adopté la résolution 269(XII) relative à la création d'un centre africain de recherches et de formation pour la femme (CARFF), et en 1977, la Conférence régionale sur la mise en oeuvre des plans nationaux, du plan régional et du plan mondial d'action pour l'intégration des femmes au développement, a examiné la même question et adopté une résolution demandant à l'ONU de veiller à ce que le Centre soit doté du personnel requis lui permettant de s'acquitter plus rapidement de ses activités sur le terrain. Comme aucun crédit ne pouvait être prélevé sur le budget ordinaire pour lancer le projet, la CEA a sollicité le financement de donateurs. La Commission comptait pouvoir disposer rapidement de ressources financières provenant du budget ordinaire. Nous nous trouvons maintenant face à un dilemme étant donné que les donateurs ont déclaré n'être plus en mesure de financer le Centre faute d'une participation financière de la CEA qui n'a bénéficié d'aucune autorisation de crédit de la part des organes de l'Assemblée générale. En conséquence pour pouvoir maintenir le Centre la CEA a dû, une fois de plus, prévoir à son budget pour 1980-1981, au titre du programme de développement social, des crédits d'un montant fort modeste aux fins de financement de deux postes d'administrateur, et ce, pour témoigner du grand intérêt qu'elle porte à l'existence d'un Centre aussi utile et qui a déjà fait la preuve de ses compétences en enregistrant des résultats concrets.

12. En matière de développement économique et social, la CEA met l'accent sur l'alimentation et l'agriculture, les transports et les communications, la coopération et l'intégration économiques. Le budget reflète ces tendances, telles qu'elles sont mises en lumière dans le programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour 1980-1981. Pour se tenir au courant des faits nouveaux qui se produiront dans ces domaines, la CEA devra disposer de ressources en main-d'oeuvre qui lui permettront de jouer le rôle qui lui revient en matière de progrès économique et social. C'est pourquoi elle a fait en sorte, que ces secteurs soient les premiers à bénéficier de l'augmentation des ressources en main-d'oeuvre. Il a été proposé de créer de nouveaux postes d'administrateurs dans les secteurs suivants :

- a) 6 postes dans le service de la coopération économique;
- b) 3 postes pour l'alimentation, l'agriculture et les forêts;
- c) 5 postes pour les transports, les communications et le tourisme.

13. Par ailleurs, la situation dans certains services du secrétariat devrait être régularisée. Un certain nombre de propositions tendant à transformer, redéployer et reclasser certains postes ont été formulées à cet effet.

14. En 1976-1977, un certain nombre de postes ont été redéployés pour adapter les services à la nouvelle orientation du programme. Malheureusement, le budget pour 1978-1979 ne reflétait pas certains de ces changements. Par contre, le budget pour 1980-1981 reflète les changements qu'il a fallu apporter aux programmes du point de vue du redéploiement des postes. Ainsi, le programme concernant

la planification, les projections et les politiques relatives au développement (problèmes de développement) a tenu compte de la création des centres de programmation multinationale et d'exécution des projets (MULPOCs) qui sont administrés par le Service de la coopération économique. Comme les centres de programmation multinationale et d'exécution des projets sont administrés par le Service de la coopération économique, les dispositions relatives à la dotation des centres en personnel ont été prévues dans le programme approprié, à savoir le programme relatif à la direction exécutive et à l'administration.

15. Un certain nombre de postes de caractère permanent financés à l'aide de crédits ouverts pour du personnel temporaire, ont été prévus au titre des dépenses de personnel temporaire affecté à des tâches générales. Nous avons donc formulé les propositions nécessaires pour transformer les postes en question, à savoir dix postes des hommes/femmes de ménage dans le service de l'entretien des bâtiments, dix postes d'aides bibliothécaires, deux d'opérateurs du traitement informatique des données et deux postes pour le service de la reproduction des documents. Ces postes comptent maintenant parmi les postes permanents prévus aux programmes de l'administration et des services communs.

16. Dans certains domaines, le secrétariat a enregistré une augmentation considérable de son volume de travail. Pour que les postes soient du niveau requis par l'accroissement des responsabilités, le département du personnel sera prié de reclasser certains postes, afin de remédier à cette situation. Il convient d'ajouter les incidences financières - limitées - de cette opération aux prévisions budgétaires données à l'annexe 1.

17. Outre le chapitre 9 qui prévoit le financement de la plupart des activités de la CEA, d'autres chapitres du budget ordinaire de la CEA prévoient le financement d'un certain nombre d'activités, telles que les gros travaux d'entretien (chapitre 26), la formation du personnel (chapitre 22) et les études sur les sociétés transnationales (chapitre 27). On trouvera ci-dessous le coût estimatif de ces activités :

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

SECTION	PROGRAMME	1978/1979 <sup>a/</sup>	1980/1981
UN-H-22-850	Activités de formation	107-3	135
UN-H-26-935	Gros travaux d'entretien des locaux	225	451,6 <sup>b/</sup>
UN-H-27-330	Sociétés transnationales	317-5	349,3
	Total	649,8	935,9

<sup>a/</sup> Au 1er mars 1979.

<sup>b/</sup> Y compris une proposition de dépenses non-renouvelables d'un montant de 220 000 dollars des Etats-Unis pour la construction de deux ascenseurs.

18. La CEA a organisé des cours de langue à l'intention de ses fonctionnaires et du personnel des institutions des Nations Unies et des missions diplomatiques à Addis-Abéba. Elle continuera à assurer ce service en 1980-1981. Le financement de la formation des personnes étrangères à la CEA est assuré à l'aide des droits d'inscription.

19. Il faut installer dans le nouveau bâtiment du siège de la CEA, deux ascenseurs supplémentaires dont la construction devrait coûter environ 220 000 dollars des Etats-Unis. A part ces dépenses non-renouvelables, les prévisions relatives aux gros travaux d'entretien sont restées dans les limites des allocations budgétaires pour 1978-1979.

20. Le programme relatif aux sociétés transnationales a été entrepris à la CEA au début de l'année dernière. Le programme progresse régulièrement. Du fait des restrictions financières, le budget de ce programme n'a pas dépassé non plus le budget prévu pour 1978-1979.

21. En conclusion, on doit faire observer que le budget-programme de la CEA devant être adapté aux directives du Siège et aux restrictions qui lui sont imposées, il n'est pas garanti que le budget ordinaire puisse répondre pleinement aux besoins de financement du programme de travail - ordre de priorité de la CEA. Pour avoir quelque efficacité, le programme de travail - ordre de priorité de la CEA doit être financé au moyen de ressources supplémentaires, autres que celles prévues au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

22. Ce bref document a donc pour objet d'informer les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique des faits nouveaux concernant le budget et de leur demander d'approuver les mesures prises par le secrétariat de la CEA pour renforcer son personnel, de façon à contribuer efficacement au progrès économique et social de l'Afrique.

# ANNEXE I

## COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE BUDGET - PROGRAMME ORDINAIRE POUR 1980-1981 (CHAPITRE 9) RESUME DES BESOINS ESTIMATIFS PAR PROGRAMME ET POSTE DE DEPENSES (EN MILLIERS DE DOLLARS DES ETATS-UNIS)

	Réunions de services par du personnel temporaire	Personnel tempo- raire affecté à des tâches générales	Consultants	Heures supplémentaires et salaires de nuit
Salaires				

Organes directeurs  
Direction exécutive  
et administration  
Alimentation et agriculture  
Problèmes et politiques de  
développement  
Enseignement, formation,  
gestion du personnel et  
emploi  
Etablissements humains  
Développement industriel  
Commerce international  
Ressources naturelles  
Population  
Administration publique  
Science et technique  
Développement social  
Statistiques  
Transports  
Services des conférences  
Administration de la  
coopération technique  
Administration et services  
communs

COPIE

Chiffres voir version anglaise

ESTIMATED REQUIREMENTS BY PROGRAMME AND UNITS OF EXPENDITURE  
(IN THOUSANDS OF US DOLLARS)

[illegible]



ANNEXE II  
CREDITS ALLOUES AU TITRE DU  
BUDGET - PROGRAMME ORDINAIRE AU 1ER MARS 1979

E/CN.14/708  
E/CN.14/TECO/42  
Annexe II

	Salaires	Réunions des services par du personnel temporaires	Personnel temporaire affecté à des tâches générales	Consultants	Heures supplémentaires et salaires de nuit
Hommes					
Directeurs					
Section exécutive					
et administration					
mentation et agriculture					
blèmes et politiques de					
développement					
enseignement et formation,					
blissements humains					
développement industriel					
commerce international					
tion du personnel et emploi					
ressources naturelles					
ulation					
ministration publique					
ence et Technique					
développement social					
tistiques					
ansports					
VICES des Conférences					
ministration de la					
coopération technique					
ministration et services					
communs					
al des postes de dépenses					

Annexe 11

[illegible]

	Dépenses de	Services divers	Fournitures et accessoires	Acquisition de meubles et de matériel	Montant total des crédits alloués pour 1978-1979
Communications	représentation				